1000 km à travers le Kampuchea démocratique (Cambodge)

Tous les jours en page 8

Samedi 21 et dimanche 22 octobre 19/8 - No 956

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

ami lecteur

ERSANT a récemment étendu son emprise tentaculaire sur la presse jusqu'à l'Aurore. Hersant est actuellement poursuivi devant la justice par quatre syndicats de journalistes et une organisation de consommateurs pour cumul de propriétés en infraction aux lois sur la presse. Gageons qu'il n'en sera guère inquiété car, somme toute, en édifiant son empire de presse, il ne fait rien d'autre que ce que recommande Barre : restructurer, rentabiliser. Bien entendu certains pourraient objecter que ce monopole Hersant de l'information prend des allures inquiétantes mais manifestement, loin d'inquiéter, tout porte à croire qu'il fait des heureux du côté du pouvoir.

Un journal dans notre système capitaliste ce n'est pas seulement un support pour diffuser des idées, c'est aussi beaucoup plus prosaiquement une marchandise, un moyen de réaliser des profits. Bien entendu, cet aspect du problème ne laisse pas indifférent les financiers qui investissent dans la presse. Diminuer les coûts de production, éliminer des concurrents, augmenter les tirages et faire des profits plus juteux .

C'est aussi cette logique qui est à l'œuvre avec la constitution du monopole Hersant. De nouveaux procédés technique telle la télé-impression deviennent une arme pour annexer ou éliminer d'autres titres.

Ainsi, dans le même temps où Hersant prospère en liaison avec les plus grands groupes financiers, les difficultés s'accroissent pour d'autres journaux dont les appuis financiers sont moins solides et dont la production s'avère moins rentable. Ceux-là ont tendance à disparaitre.

Voilà qui donne la mesure des difficultés d'existence que rencontre une presse comme la nôtre. Totalement indépendante des puissances d'argent grandes ou moins grandes. Par exemple, c'est l'extension des procédés de télé-impression dans la presse du matin qui a obligé Le Quotidien du peuple a devenir comme nous le sommes nous-mêmes, un quotidien du soir.

Dans un système où toute la presse est de plus ou moins près aux mains des banques (et la publicité n'est pas le moindre des liens), c'est presque une gageure que de faire un journal indépendant des possédants. C'est pourtant ce que nous continuerons de faire grace au concours financier, grace au soutien de tous ceux qui pensent que notre Humanité rouge est une arme pour la lutte des travailleurs. Grace à toi aussi, ami lecteur.

Claude BUISSON

Grâce à toi, Pas d'austérité pour la police

Budget + 43 %

VEC l'accord de tous les députés, le pouvoir vient d'augmenter de 43 % le budget du ministère de l'Intérieur. Comme on voit, il n'y a pas d'austérité pour la police. Au contraire, il s'agit d'augmenter le nombre de policiers pour imposer par la force austérité et le plan Barre aux travailleurs. La lutte contre la délinquance n'est qu'un prétexte. Ce ne sont pas les policiers qui mettront fin à la délinquance aggravée par le chômage et les conditions de vie de plus en plus diffici-les. Par contre, c'est bien eux qui sont à l'origine d'une répression qui a déjà pris des allures sauvages, à plusieurs reprises, comme récemment à Metz contre les travailleurs immigrés. Les travailleurs français et immigrés doivent donc s'unir et se préparer à répondre à l'escalade répressive du pouvoir.



Attaque rhodésienne contre un camp de nationalistes en Zambie

ES forces armées rhodésiennes ont bombardé, jeudi matin, un camp de nationalistes du Zimbabwe (nom africain de la Rhodésie). Le bilan actuel de cette attaque est de quatre à cinq morts.

Ce bilan n'est malheureusement pas définitif : les blessés continuent d'être acheminés vers les différents hôpitaux de Lusaka, la capitale de la Zambie. Cette altaque a été opérée contre un camp de la ZAPU, l'un des deux mouvements de libération du Zimbabwe, qui est situé à Chikumbi, à 20 kilomètres de Lusaka. Le pré-sident zambien, Kaunda, a reuni d'extrême urgence le gouverne-ment afin de prendre des mesures immédiates.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement raciste de lan Smith ordonne de telles actions. Au cours de l'année, il y eut plusieurs attaques de ce genre. Le plus souvent, elles ont été menées contre le Mo-zambique. Le Mozambique et la Zambie font partie des pays dits de « première ligne » (qui entourent la Rhodesie) qui, afin d'apporter de l'aide aux 500 massacrés!



Après un raid des Rodhésiens dans un camp de la ZANU au Mozambique.

nationalistes noirs, leur cedent une partie de leur territoire pour constituer des camps.

Cette attaque-éciair a provoué dans le monde stupeur et indignation par sa violence d'une part, mais aussi du fait des circonstances actuelles. En effet, il y a quelques jours, Ian Smith se déclarait prêt à discuter avec les représentants des combattants nationalistes.

Les autorités de Grande Bretagne, qui avec les USA tentent depuis des années de trouver une solution pacifique au problème rhodésien, ont con-

damné cette action, non par pur humanisme mais parce qu'elle va à l'encontre de leur politique. Ils savent que si les nationalistes prennent le pou-voir par les armes, ce qui sem-ble pouvoir se faire dans un avenir relativement proche, ils perdront leurs intérêts là-bas.

Quant à nous, nous devons non seulement condamner toute agression contre le peuple du Zimbabwe, victime quotidienne-ment du racisme et de la répres-sion, mais aussi soutenir, par tous les moyens, tous ceux qui luttent les armes à la main

pour reconquérir leur territoire que les colons - 3 % de la population - leur a ravi.

Interview de 3 délégués CGT du centre de tri de Pontoise page 5

Liban

Quel enjeu?

ÉS sept pays, composant la Force arabe de dissuasion (FAD) et qui étaient en conférence à Beittedine, au Liban, pour décider de l'avenir de la FAD, ont finalement décidé de reconduire le mandat de celle-ci. Le communiqué final ne comporte pas de modifications de la composition des troupes de la FAD. Les troupes syriennes seront cependant désengagées des points les plus chauds et remplacées par des contingents d'autres pays composant la FAD. Cette mesure vise, à l'évidence, à assurer le toujours fragile cessez-le-feu.

Les prises de position françaises et américaines vont également dans le sens d'une stabilisation de la situation au Liban. Reprenant les déclarations de De Gui-ringaud, le Département d'Exat, le ministère des Affaires étrangères américain, estimait, à son tour, mardi dernier, que la responsa-bilité des événements de Beyrouth incombait aux milices chrétiennes, insistant très fortement sur la nécessité du maintien du statut-

Chine

10e congrès de la Ligue de la jeunesse

C'est devant 2 000 personnes de cinquante-quatre nationalités que le camarade Li Sien-nien a prononcé le discours d'ouverture du 10e congrès de la Ligue de la Jeunesse communiste chinoise. Regroupant quarante huit millions de membres, la Ligue de la jeunesse, comme toutes les autres organisa-tions de masse chinoises avait vu ses activités considérablement réduites pen-dant la domination des Qua-

Visite du vice-premier ministre Fang Yi en France Allemagne de l'Ouest

Fang-Yi, vice-premier ministre et président de la commission d'Etat pour les sciences et les techniques, aura séjourné une semaine en France après avoir visité l'Allemagne fédérale. Cette visite avait surtout pour but de renforcer les relations economiques et scientifiques entre les pays concernés. Des accords ont été passés, notamment sur des recherches scientifiques en commun. Il est aussi question que les universités francaises recoivent plusieurs centaines d'étudiants chi-

nois.

Pour comprendre cette prise de position allant à l'encontre des alliés privi-légiés d'Israël au Liban, il faut replacer le conflit li-banais dans le jeu des su-perpuissances au Moyen-Orient. Orient.

En faisant signer à l'E-gypte et à Israel les accords de Camp David, les Etats-Unis ont marqué un point dans leur politique dans la région. Mais, en même temps, ils ont pris un risque important : celui de pousser un certain nombre de pays arabes, hostiles à ces accords, à resserrer leurs liens avec l'URSS.

Kaddafi ne déclarait-il pas récemment : « La poli-tique des États-Unis est actuellement en train de nous jeter dans les bras de Mos-cou ». Les décisions du Sommet de la fermeté, suivies des voyages du prési-dent syrien, Assad, puis de Boumédienne, à Mos-cou, ont été un signe de cette tendance.

Surviennent les événements du Liban. Quoi qu'on ne puisse pas dire avec assu-rance qui a tiré le premier coup de feu, il est possible

que, pressentant le risque que faisaient peser sur eux les accords de Camp David et les contreparties qu'ils inévitableentraineraient ment, les milices chrétiennes aient voulu jouer le tout pour le tout. Il se pour elles de des positions serait agi s'assurer positions qui, avec l'appui d'Israel, auraient permis une partition du Liban, partition qu'elles recherchent depuis des années.

De son côté, la Syrie aussi son propre jeu à jouer. Cette occasion, associée à une marge de manœuvre très étroite pour les Etats-Unis, lui donnait une possibilité d'accroitre son influence sur le Liban. Pour cela, Damas disposait du soutien tacite de Moscou qui voit là, d'un très bon œil, la possibilité d'un recul américain ainsi qu'un moyen de renforcer ses positions dans les pays ara-

Devant cette situation, le problème se posait de manière assez Washington. simple pour Soutenir les milices revenait à entrer en conflit ouvert avec la Syrie, certainement le pays le plus influent du Front de la fermeté.

Washington a préféré une attitude plus propre à aller dans le sens d'une stabilisation de la situation, con-forme à ses intérêts dans la région.

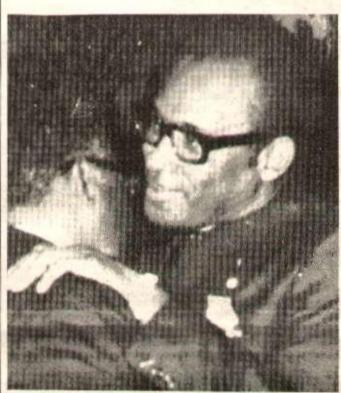
Quant au gouvernement français, comme nous l'avons expliqué dans une édition précédente, ses in-térêts à long terme im-pliquent l'intégrité du Li-ban et sa reconstruction, d'où les déclarations de De Guiringaud et le lâcha-ge des phalangistes libanais autrefois encouragés autrefois encouragés.

Serge FOREST

Rétablissement des relations entre l'Angola et le Zaïre

Les projets de division de l'URSS contrecarrés

PRES trois années d'hostilité, le Zaîre et l'Angola sont en passe de normaliser leurs relations. A la visite du président angolais, Neto, dans la capitale zaïroise, Kinshasa, au mois d'août fait suite actuellement la visite du président zaïrois, Mobutu, dans la capitale angolai-



L'accolade Mobutu et Agostino Netho. Certainement vue d'un mauvais œil par Moscou.

Et pourtant, le passif en-tre les deux pays n'était pas mince. C'est dès la libération de l'Angola sur les colonisateurs portugais que les problèmes commençaient entre les deux pays. En effet, c'est de cette époque que date le déclenchement

de l'offensive ouverte soviétique en Afrique. Voulant étendre sa domination sur l'Angola, plongé en pleine lutte contre les colonisa-teurs portugais, l'URSS teurs portugais, l'URSS semait la division entre les trois mouvements de libération existants, les dressant

les uns contre les autres, pour finalement hisser au pouvoir l'un d'entre eux, à aide d'un véritable putsch. C'est ainsi que le MPLA (Mouvement pour la libération de l'Angola), dirigé par Agostino Neto, prenait le pouvoir, suivant une orientation clairement prosovié-

Mais les ambitions soviétiques ne se limitaient pas à l'Angola. Le pays voisin, le Zaire, attirait aussi l'URSS. D'abord, parce que c'est un pays très riche en minerais de cuivre, en diamants et en cobalt. Et surtout, parce que l'objectif stratégique de l'URSS en Afrique, c'est d'obtenir un passage à travers tout le continent pour relier l'océan Indien à l'océan Atlantique et pour encercler l'Europe. Malheureusement pour elle, le Zaire n'était pas disposé à se laisser faire.

ECHEC A L'AGRESSION

L'URSS lançait alors deux attaques successives en 1977 en 1978 contre la province du Shaba au Zaïre, utilisant l'Angola comme base de départ pour les de mercenaires troupes qu'elle finançait.

C'est du territoire angolais que des colonnes de mercenaires, bien entrainés, équipés jusqu'aux dents de matériel soviétique, péné-traient au Zaïre en véritables agresseum.

De plus, le chemin de fer reliant le Zaïre à l'Angola et permettant l'évacuation rapide du cuivre du Shaba était coupé, isolant ainsi le Zaïre. Dans ces conditions, on comprend que les rela-tions entre les deux pays soient plus que froides.

Aujourd'hui, la normalisation des relations, dans la mesure où elle ne se fait pas à l'avantage de l'URSS, montre que la tendance à l'unité entre les pays du tiers monde est plus forte que la division.

La réouverture du chemin de fer entre les deux pays et le désarmement par l'Angola des mercenaires qui y sejournaient depuis leur agression manquée contre le Zaire sont deux signes montrant que l'Angola n'accepte plus avec autant de facilité a domination soviétique.

La déclaration du prési-dent angolais, Neto, affirmant que l'Angola aimerait « avoir une coopération plus intense avec les pays développés d'Europe occidenta-le « montre aussi que l'Angola souhaite diversifier ses relations et donc ne plus dépendre exclusivement de

L'essence augmente en France

Les pays producteurs de pétrole voient leurs revenus baisser

N décembre, les pays producteurs de pétrole, réunis au sein de l'OPEP se retrouveront pour aviser de l'évolution du prix du pétrole brut. Une augmentation sera probablement décidée pour compenser quelque peu la baisse des revenus dont sont victimes les pays producteurs de pétrole, baisse due à la chute

Depuis le premier jan-vier 1977, aucune augmentation n'est intervenue sur le prix du pétrole brut, excepté une hausse de réa-justement de 5 % du pétrole saoudien.

UN PILLAGE CONSIDÉRABLE

Pendant ces deux années, l'inflation mondiale, quant à elle, s'est accrue, engendrant une baisse considérable des revenus pour les pays producteurs de petrole, Le baril est tou-

jours au même prix alors que la valeur du dollar ne fait que baisser. Abdalah Al Tarriki, expert en la matière, a calculé que chaque jour le Koweit perdait deux millions de dollars et l'Arabie saoudite six millions.

Par contre, les pays impérialistes ne se pri-vent pas, quant à eux, pour relever le prix des produits manufacturés qu'ils exportent vers les pays du tiers monde, acgroissant ainsi la perte de revenus pour (ces pays.

On imagine aisement conséquences de cet état de choses ; si nos salaires n'avaient pas augmenté depuis deux ans et que, par contre, les prix avaient aumgenté comme nous l'avons connu, notre pou-voir d'achat se serait dévalué dans de très graves proportions.

Cet exemple nous montre que parler des pillages des ressources de ces pays n'est pas un vain mot.

QUI EN PROFITE ?

Pendant ce temps, les impérialistes parlent de leur « aide économique » envers le tiers monde... En admettant que cette aide soit effective (et non un déguisement de profits en vue, ce qui est générale-ment le cas), on se rend compte qu'elle est dérisorLes profits ainsi réali-sés sur le dos des pays producteurs de pétrole et des travailleurs de notre pays vont directement dans les poches des grosses compagnies pétrolières mais aussi dans celles de l'Etat capitaliste, les im-pôts constituant la gran-

re à côté de la valeur des

revenus qui sont pillés.

Enfin, cet exemple nous permet de voir au-

tre chose. Si aucune haus-

se n'est intervenue depuis

deux ans, si les profits faits sur le dos des pays du tiers monde n'ont fait que

s'accroitre, on est en droit

de se demander la raison

pour laquelle nous, nous

avons subi une hausse pro-

gressive et continue du prix de l'essence ?

de majorité du prix du litre d'essence que nous Evelyne LE GUEN

the fate nes grove. I'm can anos ergs and refragment

Claude LIRIA

fondamentale ? Il y a des causes diverses (milieu urbain, concentration industrielle, etc). Mais là n'est pas le fond de l'affaire. Il est constaté que la délinquance en général augmente toujours en période de crise économique, sociale et politique d'un pays.

Si elle augmente aux USA, c'est surtout dans les bas-quartiers des grandes vil-

ront ouvertes, une à Fos-sur

Mer pour les policiers et l'autre à Nice pour les offi-ciers. Au total les effectifs

de police monteront, dans

les, où des gens sont parqués, sans ressources et sans salubrité. C'est parallèlement à la dégénereschce capitaliste que connait l'URSS que l'on a vu se développer la petite délinquance. En France, la délinquance augmente aussi en pleine crise capitaliste.

Dans ses raisons de fond, la délinquance est liée au système et à sa crise. On peut dire dans ce sens que

le gouvernement en est responsable.

Alors que faire ? Bonnet vient de faire voter un renforcement des forces de police. Or, le nombre de flics augr 'nte parallèlement à la délinquance et ne résout rien de ce problème social, Par contre, la répression contre les travailleurs français ou immigrés, qui est le vrai rôle de la police, sévit de plus en plus durement. Pour ne citer qu'un dernier exemple en date : le matraquage d'une manifestation grévistes de la Sonacotra à Metz, une sauvagerie policière incroyable, des blessés graves. Les grévistes seraient-ils des délinquants ?

Il est honteux de consta-ter que les députés du PCF et Marchais lui-même soutiennent le renforcement de

l'encadrement policier du ministre de Giscard et même ..en redemandent. Au cours de débat à l'Assemblée sur le budget de la répression policière, aucune voix ne s'est élevée pour parler au nom des travailleurs : tous les députés, de gauche comme de droite, ont parlé police, renforcement de la police, développement des moyens d'intervention de la police » ! Bravo, messieurs !

Enorme augmentation du budget de la police: +43 % en deux ans

Le ministre de l'intérieur appelle à la délation

% d'augmentation du budget de la police en deux ans, c'est énorme. C'est ce que vient de voter le Parlement. Non content de cela, Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a tenu un discours dans la plus mauvaise tradition gaulliste : au nom de la lutte contre le « laxisme » des citoyens, il appelle à la délation.

Actuellement, on compte en France un policier ou gendarme pour 305 habitants, un pour 350 en Allemagne, pour 417 en Angleterre et pour 450 en Suede. Dans ce domaine, le leadership de la France va encore augmenter.

PLUS D'HOMMES ET DE MOYENS

Les nouveaux crédits accordés par l'Assemblée nationale au budget de l'Intérieur augmenteront de 43 % en deux ans, fait jamais vu, surtout quand le gouvernement ne parle qu'austérité, rigueur économique et stricte discipline financière. C'est que Gis-card-Barre ont décidé de mettre le paquet dans ce domaine.

1 150 postes de poli-ciers seront créés selon le programme de Blois qui prévoyait de débloquer en cinq ans 5 000 postes dans la police civile et 5 000 dans la gendarmerie.

Deux nouvelles écoles se-

Pour les équipements, l'accroissement sera de l'ordre de 66 %, le plus élevé depuis 1974 : renouvelle-ment de 25 % du parc au-tomobile qu'on dit à bout de f souffie, augmentation des moyens de transmissions et construction de 65 000 mètres carrés de bâtiments.

SOLIDARITE ET DELATION

Fort de l'appui de tous les députés, toutes tendances confondues, qui tous demandent un renforcement de l'encadrement policier, le ministre de l'Intérieur s'est aussi permis de déve-lopper une inquiétante philosophie.

« Contre les violences et l'insécurité, contre le ter-rorisme et les destructions, nous devons défendre la liberté avec sérénité et sans facilité (...) Liberté et démocratie ne doivent pas nous inspirer un compor-tement laxiste » a-t-il souligné (*). Pour « protéger les citoyens indifférents ou laxistes », devant les proble-mes de l'insécurité qui les touchent, le ministre propose d'instaurer une « solidarité active des citoyens contre les malfaiteurs ». C'est appeler les gens à

jouer là où ils sont le rôle d'agent de renseignements, d'indicateurs au ser-vice des flics, dans leur quartier, les magasins et les

(*) laxisme, un des mots favoris des gaullistes au-jourd'hui, signifie : laisseraller généralisé...

Georges Marchais: développer le déploiement policier

EORGES Marchais est allé, mercredi matin, à la tête d'une délégation d'élus du PCF, chez le préfet du Val-de-Marne, parler des mesures à prendre pour assurer la sécurité des citoyens. « Tout en prenant acte des mesures prises par le préfet, nous estimons qu'elles sont insuffisantes », a-t-il déclaré à l'issue de cette rencontre. La direction du PCF propose un renforcement immédiat du quadrillage policier.

Mise en place d'ilotiers, véritable présence de la police, gardiennage des immeubles et des parkings souter-rains, protection des points cruciaux systematiquement relevés, ce que propose l'Hu-manité de jeudi, c'est un véritable quadrillage policier du département.

Or, des scandales comme ceux de Lyon et de Lille n'ont-ils pas révélé que la police était liée à la maffia et aux proxénètes ? La chasaux immigrés dans les métros et certains quartiers de Paris, la chasse aux jeunes ne révélent-elles pas quel est le rôle de cette police ? L'attitude de certains gardiens, anciens flics ou militaires à la retraite, ne rentre-t-elle pas dans le même cadre ? Qui intervient contre les grévistes? Qui encadre l'huissier qui vient saisir les meubles et expulser les travailleurs qui ne peuvent payer leur loyer? Et pendant ce temps, des affaires à sensation comme l'affaire Spaggiari ne réve-lent-elles pas que la po-lice et les milieux gou-vernementaux sont lies à la grande maffia?

La police, comme corps constitué, est une force de répression, même si l'Humanité préfère le mot « gar-dien de la paix » aux mots garde-mobile, CRS, policier. Demander aujourd'hui le renforcement de la police,

c'est demander le renforcement d'un corps de l'Etat créé, formé, payé et condi-tionné pour servir les in-térêts de la bourgeoisie monopoliste.



Contre le racisme, les expulsions

ravailleurs français-immigres, mobilisons nous

Dans la nuit du 8 au 9 octobre, à Toulouse, un ouvrier d'origine algérienne a été victime d'un odieux crime raciste. Il a subi de la part de trois bourreaux, dont un membre du SAC, des tortures ignobles dignes des atrocités commises il n'y a pas si longtemps en Algérie par les paras de l'armée colonialiste française.

Il y a quelques jours, à Metz, des policiers ont sauvagement chargé et matraqué une manifestation de résidents de foyers Sonacotra qui protestaient contre les expulsions de leurs logements. Une vingtaine de travailleurs ont été sérieusement blessés et plusieurs ont du être hospitalisés.

Ces faits très graves, l'accentuation des agressions

BLATE STREET

racistes comme de la répression policière à l'égard des travailleurs immigrés, correspondent à une volonté délibirée du pouvoir. Il s'agit pour lui de contraindre, à coup de pressions, de menaces, de manœuvres d'intimidation, les immigrés à quitter notre pays.

C'est dans ce but également qu'ils encouragent le développement dans les mass-média d'une campagne raciste sur le thème « C'est à cause des immigrés s'il y a du chômage ».

Ainsi, après avoir suscité la venue de ces ouvriers en France en grand nombre quand le développement de l'économie et des profits capitalistes l'exigeaient, le pouvoir veut maintenant

se débarrasser de ces travailleurs. Après avoir organisé l'immigration en grand, il organise maintenant une campagne dont l'objectif est de chasser ces mêmes travailleurs immigrés qu'il a exploités, à tout prix, même au prix de leur vie.

Bien sûr, ce sont à cet égard les policiers et les racistes patentés qu'on voit en première ligne. Mais s'ils ont les mains libres, se sentent encouragés, c'est bien sous l'effet des déclarations, des mesures qui émanent de ces gens à l'apparence pourtant si civilisée que sont Barre, Stoléru. Et ceux-ci, sous la haute présidence immigrés et cherche à susci-

groupes d'extrême-droite tenir, à la télévision, des propos beaucoup plus crus.

En avant une telle attitude, Barre et Stoléru ont bien en tête le rôle du gouvernement et de l'État qui est de maintenir la domination de la bourgeoisie sur l'ensemble de la classe ouvrière. C'est aux ouvriers français comme immigrés qu'ils entendent faire payer les frais de la crise capitaliste à l'aide du plan Barre qui a prévu en grand chômage et licenciements.

Si le gouvernement Giscard-Barre s'attaque particulièrement aux travailleurs de Giscard, laissent des recorter le racisme à leur égard, de contre le patronat et le présentants notoires de c'est pour diviser et affai- plan Barre.

blir la classe ouvrière et faire passer son plan.

Face à ce gouvernement, à ses manœuvres o division et aux coups qu'il porte à nos frères immigrés, le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) appelle les travailleurs à s'unir pour apporter la riposte indispensable, tous ensemble, Français et im-

Dans les entreprises, il faut développer la solidarité, notamment dans les sections syndicales, entre travailleurs français et immigrés, en s'appuyant sur l'expérience commune des luttes menées au coude à coude contre le patronat et le

Dans les quartiers aussi, il faut développer la solidarité de classe à l'égard de nos frères immigrés. Les antiracistes, tous ceux qui soutiennent la lutte des travailleurs immigrés pour leurs droits, notamment celle menée par les résidents p des foyers, doivent intensi- 5 fier le soutien et l'étendre par un large travail d'expli-

Travailleurs français-immigrés, une seule classe ou-

Tous unis contre le racis-

Il faut populariser et mettre en œuvre ces mots d'ordre pour forcer le pouvoir à reculer.

Secrétariat du PCML

Racisme, pourquoi?

Le pouvoir est en cause

OURQUOI? C'est la question que posait à propos des tortures qu'a subies Ali Abdoul, à Toulouse, un journaliste d'Antenne 2, jeudi soir. Sa réponse : tout homme recèle en lui un potentiel de violence. Voilà une explication qui prend soin de masquer les causes du climat raciste et les responsabilités. Le racisme existe. Certains groupes politiques s'en réclament. Des campagnes sont menées qui l'alimentent. La responsabilité numéro un du climat de racisme qui se développe, c'est le pouvoir.

Les faits et les mesures sont là

Les mesures Stoléru : après les mesures Fontanet, au cours de l'été 1977, Stoléru annonçait trois mesures contre l'immigration , l'arrêt de la délivrance de toute nouvelle carte de travail, l'aide au retour, c'està-dire le fameux million et la suspension de l'immigration des familles des travailleurs immigrés travaillant en France. C'était bien là des mesures racis-

Devant l'indignation que suscitaient de telles mesures, Stoléru déclarait sans honte : « Une campagne mensongère essaye de faire croire aux travailleurs français que la France mène une politique autoritaire de renvoi, une politique raciste. Cette présentation est fausse. Le libre choix et l'égalité des droits seront respectés ».

Fin décembre 1977, Bonnet et Peyreffitte, respectivement ministres de l'Intérieur et de la Justice, faisaient paraitre une circulaire régularisant l'arrestation et la détention arbitraires des travailleurs immigrés, et ceci, pour une pé riode pouvant aller jusqu'à sept jours. C'était la légali-

tent le racisme. S'il règne

sation du procédé employé

du CNPF, le vice-président de celui-ci, A. Roux, décla-

rait, en janvier 1978, que

les mesures Stoleru n'étaient

pas suffisantes. Il demandait

le renvoi hors de France d'un million d'immigrés d'ici 1985. Il en faisait les

boucs-émissaires du chôma-

bunaux plus d'une centaine

de résidents des foyers Sonacotra, leur déniant le

droit de grève et de vivre décemment.

- Alors que de nom-breux travailleurs immigrés

vont devoir renouveler, ce trimestre, leurs cartes de travail, le pouvoir a décidé de refuser de les renouve-

ler ainsi que celles qui seront renouvelables d'ici

racistes sont restés impunis.

Combien d'assassinats de

travailleurs immigrés cou-

rent encore en toute impu-

Toutes ces mesures, agré-

mentées de déclarations,

ces derniers

combien de crimes

1980.

mois,

- Enfin.

- Durant l'été 1978. Stoléru et la Sonacotra poursuivaient devant les tri-

Aux assises nationales

à Arenc.

contre les immigrés, alimenun climat de violence dans notre pays, il est entretenu par le pouvoir. A la télé-vision, sur Antenne 2, jeudi au cours d'une séquence faisait l'éloge de la police « garante de notre sécuri-té », n'avons-nous pas vu

une scène où des flics arrêtaient brutalement un jeune immigré et le trai-nait dans l'escalier, les menottes aux poignets, désignant les immigrés comme les responsables de « l'insécurité ». Le racisme, c'est

Metz

Les résidents des foyers Sonacotra de Metz arrêtés par la police ont été relâchés jeudi sauf deux d'entre eux. Un travailleur immigré photographié par le Républicain au commissariat et debout sur photo est sorti dans le coma du commissariat.

Voilà une nouvelle preuve des brutalités et de la violence policières. Mobilisons-nous contre la ré-

Toulouse

Manifestation antiraciste mardi 24 octobre à 18h place Jeanne d'Arc

A l'appel de la section de Toulouse du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML), du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) (PCRml), de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), de l'Organisation communiste des travailleurs (OCT), de l'UTCL, du CAT (Comité anti-impérialiste de Toulouse) et des associations d'étudiants étrangers : UNICI (Côte d'Ivoire), SPUGET (Tunisie), UNEM (Maroc), ASEF (Sénégal) et les amis de la République arabe démocratique.

Témoignage d'Ali Abdoul

ES membres du PCML de Toulouse sont allés voir, dès qu'ils ont eu connaissance du crime, Ali Abdoul à l'hôpital pour lui exprimuer leur indignation et proposer leur soutien. Ils ont reccueilli ses propos qui témoignent notamment du caractère raciste de l'agression. Jusqu'à présent, rappelons le, la justice bourgeoise s'obstine à ne pas vouloir le reconnaître et ne l'a pas fait figurer dans les motifs d'inculpation.

Le samedi je suis entré dans le café... J'ai deman-dé un paquet de cigarettes... Je suis sorti, j'ai senti qu'il y

avait une provocation. A 30 mètres, j'ai senti le chien. Il m'a sauté dessus, il m'a mordu et je suis tombé. Ils m'ont frappé, ramené dans le bistrot et ont tout fermé. La première chose, ils m'ont mis la tête dans l'eau froide pendant cinq minutes.

Avez-vous perdu con-naissance?

Oui. Après ils m'ont frappé à coup de matraque. Cinq minutes après, ils m'ont dit de me mettre à genoux. Ils m'ont bandé les yeux. Ils ont commencé à me frapper. - Avec quoi ?

Avec un couteau. Ca a duré pendant trois heures et demie, quatre heures... A chaque fois je tombais. Ils m'ont insulté de « sale Arabe ». Ils ont téléphoné à quelqu'un (pour m'amener à l'hôpital). Celui qui conduisait la voiture n'a pas été arrêté. Je ne sais pas qui c'est. (C'est un complice).

En voiture ils m'ont amené à 800 mètres de là. Descendu j'ai dû me mettre à genoux, les mains sur la tête. J'ai perdu connaissance et c'est là où on m'a reccueilli. La voiture était une BMW marron, toute neuve à l'intérieur.



Ali Abdoul à l'hôpital. (Photo correspondant HR)

La grève des marins de commerce

A grève nationale des marins du commerce qui s'est déclenchée vendredi dernier aura été particulièrement dure et extrêmement suivie. Toute la flotte de commerce a été bloquée pendant cinq jours (long cours, cabotage, navigation portuaire).

Le travail reprend peu à peu, mais ce n'est pas terminé : les retards de 96 heures à l'appareillage sont encore appliqués. Au début, il ne s'agissait que d'une grève de 48 heures, mais le mot d'ordre de grève a été reconduit pour trois jours au vu de la

très grande combativité (1).

Pour les marins, la re-vendication de fond dans cette grève, c'est le droit de vivre et de travailler dignement au pays. La marine marchande est un secteur où le taux de chômage s'est accru de 65 % en deux ans: 6,5 % des marins de commerce doivent rester « sac à terre », c'est-à-dire qu'ils ne trouvent pas à réembarquer et restent au chômage. Et comme par-tout, le chômage frappe surtout les jeunes : 68 % des inscrits au bureau central de la main-d'œuvre maritime sont des marins de moins de 25 ans. En plus, c'est un métier très dur, ils réclament que les effectifs

soient augmentés et n'ac-,

ceptent plus que la durée

du travail soit prolongée indéfiniment comme c'est souvent le cas.

Ils réclament d'autre part des escales plus longues : les femmes de marins participent aussi à leur manière au mouvement. Car ce n'est pas toujours facile, avec ce métier, d'avoir une vie de famille à peu près normale. « Trop de marins, trop de maris débarquent blessés ou malades et cela devient intolérable ».

Dans cette grève aussi, il s'agissait de protester contre le fait que les armateurs embauchent des marins dans des pays du tiers monde, à des conditions très en-dessous des conventions collectives de la marine marchande.....

Racisme? Pour les syndicats, il ne s'agit pas de

« Le racisme, c'est d'em-baucher des travailleurs étrangers à des conditions de misère, payés à coups de lance-pierres, sous prétexte que les marins coutent trop cher.

En raison de la misère qui existe chez eux, ils sont contraints d'accepter, ce qu'on veut bien leur octroyer, tandis que les marins français vont aller rejoindre au chômage le million et demi de travailleurs en quête d'emploi ». (Déclaration de Monsieur Lagain, secrétaire général des marins CGT).

Ils exigent donc que l'embauche de marins étrangers ne puisse se faire qu'aux mêmes conditions que celles des marins français. Cela peut se défendre.

A condition qu'on ne rédui-se pas la revendication à exiger comme cela est sou-vent fait, « la fin de l'em-bauche de travailleurs de

pays étrangers ». Cela prend alors évidemment une couleur tout à fait chauvine qui n'est, d'ail-leurs, pas toujours absente. Car il ine s'agit pas exacte ment d'une grève de soutien aux marins étrangers. de solidarité avec eux pour qu'ils obtiennent la parité des droits avec les marins

DEBARQUEMENT GREVE A LA BAI

Lundi dernier, à Roscoff, dans le Finistère, le PDG de la BAI, Alexis Gourvennec) (voir encadré), décidait de laisser à quai, jusqu'à nou-vel ordre, deux de ses pa-quebots, le « Penn Ar Bed » et le « Cornouailles » et de déposer les rôles de leurs cent-quatre-vingts marins. Il licenciait ainsi quatre-vingt-dix stagiaires qui travail-laient dans sa compagnie. En fait, la direction de la compagnie a saisi l'occasion de la grève pour « lock-ou-

ter » ses paquebots.
Face à la mobilisation des marins, il a été obligé de revenir sur sa décision. On apprenait, mercredi soir, que les licenciements étaient annulés et que tous les ma-rins des deux paquebots étaient repris à bord. La BAI a donc cédé : elle n'a pas pu faire endos-

ser aux marins le poids de ses difficultés. A l'issue de négociations, le patron déclarait aussi : « Nous n'emploierons pas de per-sonnel étranger à bord de nos bateaux ».

Ambigu, non?

(1) Cette grève concernait par

ticulièrement les ports de Dun-kerque, Calais, le Havre, Rouen, Saint-Malo, Brest, Saint-Nazaire, Santi-Malo, Brest, Santi-Mazale, Nantes, La Rochelle et Marseil-le. A part Le Havre, où la grève n'a duré que quatre jours, le trafic de tous les autres ports a été pratiquement bloque pendant cinq jours.

Qui est Alexis Gourvennec?

Le patron de la plus grosse compagnie breton-ne de navigation est... un paysan, Mais Alexis Gour-vennec n'est pas n'importe quel paysan! Il s'est d'abord fait connaître au début des années soixante comme leader syndical: à cette épo-

que, avec les paysans du Nord-Finistère, il investissait par surprise la préfecture de Morlaix.

Depuis, il a bien changé. Le moyen paysan est devenu gros, très gros. On prétend qu'il s'est fait acheter. Peut-être. Son activité d'aujourd'hui n'est pas fondamentalement en contradiction avec le baroud d'honneur de cette époque : il ne s'agissait finalement que de se faire une « place au soleil ».

Gourvennec est maintenant à la tête d'une très grosse exploitation. Président de la SICA-légumière de Saint-Pol-de-Léon – et aussi président de la BAI – qui, outre l'exportation de choux-fleurs et d'artichauts vers l'Angleterre, s'est lancé dans le trans-

port de passagers,
« Cet agro-business'man » a les dents longues. Il projette maintenant d'étendre son empire aux transports routiers. Un centre routier d'expédition de légumes vient de naître sous son égide.



Interview de 3 délégués CGT du centre de tri de Pontoise (3)

«On peut gagner, on peut faire reculer le pouvoir»

PRES les conditions de travail, le déroulement proprement dit de la grève, voici la troisième et dernière partie de l'intervoice des trois délégués CGT de Pontoise-

centre de tri.
Bien sûr, nous n'avons pas la même appréciation que nos interlocuteurs sur un certain nombre de points. Notamment, quand ils sont amenés à mettre sur le seul compte du « blocage au niveau des militants » le décalage dans la solidarité. Sur ces points de désaccord, nous développons régulièrement notre point de vue dans ces colonnes. Pour autant, l'opinion et l'expérience de ces travailleurs qui jouent un rôle actif dans les luttes que mène aujourd'hui la classe ouvrière sont riches d'enseignements.

 Q Quelle est l'ana- gré tout plus loin. Il y avait lyse qui vous a poussée à un espèce de blocage. Effec-

PHILIPPE: Les 46 obtenus, c'était le seuil minimum, audelà on aurait pas forcément trouvé l'unité avec les trois organisations du centre.

GEORGES: Ça impliquait surtout un combat plus national. On ne pouvait plus négocier à notre niveau, ça se négocie avec le ministre. La diminution du temps de travail, c'est aussi un probième à l'Assemblée natio-

PHILIPPE: Il y avait beaucoup de centres qui bougeaient ces temps-ci. On a
eu l'impression nette que
l'administration avait peur
et qu'elle allait lâcher tout
de suite pour enrayer le
mouvement. On pense que
c'est une des raisons essentielles qui nous ont aidée à
gagner. On s'est aperçu aussi
en même temps que si les
centres bougeaient de plus
en plus, ça n'allait pas mal-

gre tout plus loin. Il y avait un espèce de blocage. Effectivement, ça faisait huit jours qu'on était en grève, on voyait que les autres centres de tri de Paris et de la banlieue ne suivaient pas. Alors n'ayant pas de forces supplémentaires de ce côtélà, on pouvait difficilement, à notre avis, poser le problème de façon plus étendue. Pour ça, il aurait fallu un mouvement plus ample au niveau des autres centres de tri.

GEORGES: L'intéressant dansces départs de greves un peu partout, c'est que ça part sur des problèmes concrets, locaux. C'est vrai que ça cache des problèmes nationaux. C'est les gars à la base avec leurs organisations syndicales, je sais pas si ça va déboucher, mais apparemment, il y a une convergence qui est en train de s'opérer.

PHILIPPE: On a fait cette constatation que même si les autres centres avaient les

mêmes problèmes, c'est pas pour ça qu'ils avaient la conscience d'y aller. J'avais assisté à une réunion de coordination inter-centres de tri automatique de banlieue avant la grève. J'ai eu des échos sur une réunion de commission exécutive des bureaux gares parisiens pendant la grève, on a senti que même s'ils avaient ces problèmes-là, ils n'arrivaient pas à les reprendre forcément à leur compte.

— Q: Les copains, dans d'autres centres de tri de Paris, m'ont dit n'avoir vu apparaître des tracts syndicaux sur votre grève que six ou sept jours après. Comment expliquez-vous cela? C'est-à-dire le tres grand décalage pour l'appel à la solidarité sur les centres de tri de Paris?

PHILIPPE: Je suis désolémais sur les autres centres de tri parisiens, l'information a été faite. Le jour de l'enterrement de Georges Albert à Paris, j'ai rencontré un responsable des bureauxgares parisiens qui m'a dit qu'il y avait eu une commission exécutive rien que sur Pontoise. Si, ensuite, l'information n'a pas été réspercutée dans les esprits des types, c'est peut-être qu'il y a un blocage au niveau des militants et qu'ils n'arrivent pas à assimiler le problème. Dans d'autres centres il y a eu des prises de parole. Peut-être on peut voir ça comme ça, j'en sais rien, je suis pas à la place des autres.

qu'on appelle les travailleurs de base, comme on dit, c'est-à-dire, pas spécialement politisés, ces tracts-là, ils ne les ont vus qu'un bout de temps après.

GEORGES : Ouais. PHILIPPE : Ça je sais pas.

— Q: Dans cette grève, comment vous voyez le rôle de la presse ?
GEORGES: Notre objectif, c'était de populariser au maximum. A partir de là, dès l'instant où on avait un journaliste venant nous voir pour informer la population ça ne pouvait que nous aider.

— Q: Peux-tu développer l'idée que vous ne refusiez pas le soutien des organisations politiques à partir du moment bien sûr où c'étaient les travailleurs euxmêmes qui dirigeaient la grane?

PHILIPPE: Avec la gréve de 1977 (contre le licenciement de trente-trois auxiliaires) il y avait eu de la part des élus de gauche des conseils municipaux, du conseil général des interventions au niveau du préfet, puisque c'est lui le responsable des fonctionnaires de la région.

pes, c'est peut-être qu'il a un blocage au niveau s' militants et qu'ils n'arrint pas à assimiler le prome. Dans d'autres centes il y a eu des prises de role. Peut-être on peut it ça comme ça, j'en sais en, je suis pas à la place s' autres.

— Q'Je sais que ce qu'il a region.

GEORGES: Ici, c'est les organisations syndicales qui sont responsables de A à Z du mouvement et on ne souhaite pas que des partis cent dans nos affaires. Ca ne veut pas dire que les partis politiques ne peuvent pas venir ici, ni s'exprimer. Ce qu'on attend d'eux, c'est les organisations syndicales qui sont responsables de A à Z du mouvement et on ne souhaite pas que des partis politiques ne peuvent pas venir ici, ni s'exprimer. Ce qu'on attend d'eux, c'est les organisations syndicales qui sont responsables de A à Z du mouvement et on ne souhaite pas que des partis quels qu'ils nois syndicales qui sont responsables de A à Z du mouvement et on ne souhaite pas que des partis cent dans nos affaires. Ca ne veut pas dire que les partis politiques ne peuvent pas venir ici, ni s'exprimer. Ce qu'on attend d'eux, c'est les organisations syndicales qui sont responsables de A à Z du mouvement et on ne souhaite pas que des partis quelles qu'ils soient, s'immiscent dans nos affaires. Ca ne veut pas dire que les partis politiques ne peuvent pas venir ici, ni s'exprimer. Ce qu'on attend d'eux, c'est les organisations syndicales qu'ils soient, s'immiscent dans nos affaires. Ca ne veut pas dire que les partis politiques ne peuvent pas venir ici, ni s'exprimer. Ce qu'on attend d'eux, c'est les organisations syndicales qu'ils soient, s'immiscent de l'eux qu'ils soient, s'immiscent de l'eux qu'ils soient, s'immiscent de l'eux qu'ils qu'ils soient, s'immisc

Des leçons, on est capable de s'en donner, on a vu nos zones de faiblesse, de force, au centre, ce qu'on a fait, etc.

PAUL: Donner des leçons, sans avoir pris part à des tâches, je peux pas être d'accord là-dessus, c'est pas possible.

tait pas reprendre, etc. » Ils sont bien gentils, ils n'ont aucune influence sur le centre. Il faudrait concrètement d'abord qu'lls viennent voir le travail à faire sur place.

— Q: Au-delà de ce que vous avez arraché, quel est le plus grand acquis de votre lutte?

GEORGES: Notre idée, elle a été de remettre en cause le plan Barre. Après les législatives beaucoup de travailleurs pensaient que c'étit cuit, que le pouvoir était plus fort qu'avant. Nous avec, on appelle ça une victoire, on pense que dans la tête des travailleurs on a prouvé non seulement que le pouvoir est moins fort qu'avant, mais qu'il est en perte de vitesse et aussi que la lutte paie. C'est la grande idée, ça. On peut gagner par la lutte à condition de se battre.

PHILIPPE: On peut gagner par la lutte, sinon on n'a rien.

GEORGES: Si on arrive à le mettre dans la tête de nos copains, nationalement, dans les bureaux du Val d'Oise aussi, on peut gagner, on peut faire reculer le pouvoir, on peut.

— Q:Le plus grand enseignement, c'est que ça donne confiance, l'avenir vous l'envisagez comment?

GEORGES: La prochaine étape, c'est la grève du 25, on va voir, vous, vous êtes contre, c'est une grève de 24 heures...

— Q: Non, nous on est pas contre les grèves de 24 heures par principe, ce n'est pas par rapport à la forme d'action en elle-même que nous nous déterminons. Une forme d'action peu importe quelle qu'elle soit, est bonne pour nous si elle porte la combativité des gars à un niveau supérieur et les grèves de 24 heures, d'avant les élections, n'avaient qu'un but électoraliste.

PHILIPPE : On n'est pas d'accord là-dessus. Puis l'interview est de-

Puis l'interview est devenue surtout une discussion portant sur la journée du 25 et la préparation du 40e congrès de la CGT.

Interview réalisée par René BREAND

Communiqué

Les laboratoires Quick : service en grève

de popularisation. On aurait

souhaité qu'il y ait plus de partis politiques qui soient

venus nous voir, mais il y a certains partis qui viennent ou donner des leçons,

ou manipuler, te dire « il

faut faire comme ci, comme

ca », ca non. Les travailleurs du centre et leurs or-

ganisations syndicales sont assez grands pour savoir ce

qu'ils ont à faire.
PHILIPPE : Un exemple
concret. Il y a des représentants de l'OCI qui sont venus l'autre jour devant l'en-

trée du centre. Ils ont com-

mencé à donner des leçons

aux types en disant : «Il fallait pas faire des assemblés générales comme ça, il fal-

> Le personnel en grève et la section CGT des Laboratoires Quick Service, 5, rue Fernet — 94700 Maisons-Alfort, vous informent qu'ils ont engagé la lutte depuis une semaine :

Pour obtenir la réintégration des deux candidats aux élections délégués du personnel licenciés par une direction autocratique.

 Pour le reconnaissance de la convention collective ainsi que l'application des lois en matière d'hygiène et de sécurité.

Contre les pressions exercées sur le personnel gréviste, en particulier par l'espionnage des conversations, en faisant effectuer le travail des grévistes par les non-grévistes, par le chantage au dépôt de bilan si on ne reprend pas le travail. Témoignez votre solidarité, demandez l'ouver-

ture de négociations. Numéro de téléphone : 378 04 49 ANITE ROUGE - Samedi 21 et dimanche 22 octobre 197

ERSANT projette de faire un quotidien unique. Ses autres quotidiens disparaitraient pour laisser la place au Figaro. Hersant serait ainsi en possession d'un journal diffusé à plus d'un million et demi d'exemplaires et ayant une position dominante sur tout le reste de la presse.

Propriétaire d'une douzaine ou plus de quotidiens d'audience régionale et nationale, Hersant a pour but de les fondre en un seul quotidien qui serait Le Figuro.

Hersant a lancé une pre-mière expérience avec Paris-Normandie, Ce journal est devenu aujourd'hui Paris-Normandie Le Figaro. Il de-viendra un jour Le Figa-ro-Normandie. Si l'expérien-ce est concluante, elle seri étendue à d'autres quoti-diens du groupe. Ainsi donc, une douzaine de quotidiens laisseront la place à un quotidien unique qui sem personnalisé par région au

moyen de pages régionales. Il y aurait ainsi le Figaro-Normandie, le Figaro-Cenle Figaro-Poitou, etc. En tenant compte du nombre actuel des lecteurs des notidiens de Hersant, c'est 4 500 000 lecteurs qu'un tel quotidien pourrait avoir, ce qui lui assurerait une position dominante sur les au-tres quotidiens. Un tel journal bénéficierait de moyens publicitaires qui semient sans comparaison avec ceux de ses concurrents.

Il y a là un danger réel pour les autres quotidiens qui sont menacés dans leur existence même et qui, aujourd'hui, à de très rares

exceptions près, font face de grosses difficultés.

L'INFORMATION HERSANT

Qui dit journal dit information. Pour Hersant, qui dit information dit information Hersant. Le projet de ce dernier est d'alimenter en articles le futur Figaro moyen d'une agence presse qu'il contrôle. Cette agence qui serait la véritable rédaction du journal existe déjà. C'est l'AGPI (Agence générale de presse et d'information). Pour le moment, elle travaille au ralenti mais des qu'il le faudra elle sera opérationnelle et distillera l'information Hersant au-près de 4 500 000 lecteurs.

Ce qui est en cause, c'est le contenu de l'in-formation. Hersant est marqué et fortement à droite. Il n'a rien à refuser au pouvoir qui, d'ailleurs, ne lui refuse rien. Le monoLE FIGARO * ROUEN paris-norma

FORTE PROGRESSION DES CREDITS AFFECTES LA POLICE Une nouvelle priorité: la sécurité des Français

> M. Bonnet à l'Assemblée. "Notre société sera libre et forte si l'Etat garantit avec un égal souci la sécurité et la légalité"

pole qu'Hersant édifie sur presse quotidienne, c'est

la diffusion massive de l'in-

formation du pouvoir, des monopoles. C'est la calom-

nie où l'ignorance des lut-

tes, c'est l'apologie de la

politique de chômage, d'aus-térité du pouvoir, C'est aussi

la mise au pas de journalis-

tes qui pourraient manifes-

ter des velléités d'indépen-

dance. Celle-ci n'est pas de mise avec Hersant. Au bout

du compte, c'est la liberté

de la presse que met en danger le monopole Her-

Une autre conséquence

est constituée par les licen-

ciements. L'empire Hersant

est le résultat de concen-

tration de journaux, con-

centration qui a provoqué des licenciements. La con-centration n'est pas finie.

Aussi dans les journaux de

Hersant, faut-il s'attendre à

de nouveaux licenciements

à l'avenir, en particulier si

le projet de quotidien uni-

mu tran DEPART PARTICULAR WILL MPOS

Dépôt d'une plainte contre Hersant

Une plainte a été déposée contre Hersant par quatre syndicats de journalistes et par l'Union fédérale des consommateurs. La plainte porte sur le cumul illégal de propriétés. Un article d'une ordonnance illégal de propriétés. Un article d'une ordonnance d'août 1944 sur la presse indique que « la même personne ne peut être directeur ou directeur-délègué de plus d'un quotidien ». Or, Hersant, soit directement, soit par l'intermédiaire de la Socpresse qu'il contrôle à 75 %, est présent directement ou indirectement dans seize quotidiens.

Au regard de la loi, Hersant est donc en situation illégale et passible d'une amende allant de 2 000 à deux millions de francs ainsi que d'une peine d'emprisonnement pouvant aller de six jours à six ans. De plus, si la loi devait être appliquée, il devrait revendre tous ses quotidiens, sauf un.

vrait revendre tous ses quotidiens, sauf un.

En 1971, Hersant avait été poursuivi pour violation d'un autre article de l'ordonnance de 1944. Les associés de *Paris-Normandie* avaient porté plainte pour usage de prête-nom. L'affaire était allée usqu'en cassation mais personne n'avait été condam-

Il est à craindre que pour cette nouvelle plain-te, la justice fasse trainer les choses en longueur et qu'Hersant puisse continuer, en toute quiétude, à faire main basse sur la presse.

Prouvost: presse, textile et collaboration

EAN Prouvost qui vient de mourir à l'âge de 93 ans est un de ces grands patrons qui dirigent aujourd'hui le pays. La mise en place de son empire dans le textile comme dans la presse sont caractéristiques des milieux monopo-

épouse la fille d'une autre grande famille nordiste, Germaine Lefebyre. Le développement du capitalisme va

Prouvost hérite des fila- ses industries, pour les rendre plus comi latures, elle deviendront industries de peignage, ce qui correspond a un travail plus élaboré de la matiere pre-

mière textile.

C'est ainsi que l'empire Prouvost, ce sera non seule-ment la Lainière de Roubaix, mais aussi toute une gamme de produits finis : les laines et Welcomme Pinguoin les chaussettes Pernelle, Stemm, les tissus Lepoutre et Lesur, les chemises Lacoste, les pulls Rodier et

Korrigan, etc.

Ensuite, Prouvost a aussi mis ses capitaux dans la presse. Le fait qu'un patron gère en même temps un journal montre bien au service de qui il compte mettre cette presse : au service de sa classe de patrons monopolistes. Il sera successivement ou simultanément propriétaire de grands journaux comme Paris-midi et Paris-soir avant la guerre, Paris-match, le Figaro, Ma-rie-claire, La maison de Marie-claire, Parents, 100 idées, Madame fouineuse, Cosmo-politan ou Télé 7 jours,

après la guerre. Il y a dans l'histoire du capitalisme français d'autres exemples du même type, où les grands patrons dominent directement la grande presse. Boussac n'était-il pas propriétaire de l'Aurore et de Paristurf? On pourrait citer aussi te nom de Dassault.

part (pendant un certain temps au moins) et aussi faire passer, plus ou moins clairement et directement, l'idéologie de leur

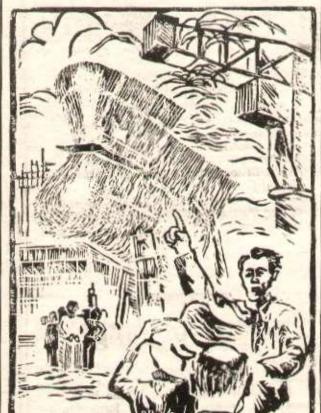
Prenons l'exemple tres clair de Paris-soir. Quand il en était propriétaire, Jean Prouvost saluait tres haut, avant la guerre, les accords de Munich signés par les gouvernements capitalistes anglais, français et allemand et qui permettront à Hitler de se lancer dans la guerre. Puris-soir c'est aussi à cette époque un journal qui en rajoute sur les campagnes antisémites à caractère fas-

Pendant la guerre, Prou-vost suivra, là-aussi, le chemin d'une grande parties de ses pairs de la haute bourgeoisie: on le trouve haut commissaire à la propagande sous le gouvernement collabo de Vichy, dirigé par

Il laisse les Allemands mettre la main sur la rédaction parisienne de Paris-soir et déplace ses propres bureaux à Lyon, en zone li-bre. Quand le sud de la France est occupé, il cede aux Allemands les locaux lyonnais. Paris-soir devient un journal collabo exem-

Voila qui était Jean Prouvost. Ce patron d'empire industriel et qui fut aussi un moment l'ami person-nel de Pompidou a toujours eté fidele aux intérets de sa oi sitti Cela feur permet de faire classe, la grande bourgeoisie monopoliste exploiteuse.

Licenciements dans la navale



Alors que vendredi se tient à Paris une manifestation contre les licenciements dans la navale, un lecteur nous a envoyé cette linogravure qui illustre la lutte des travailleurs de Dubigeon l'année dernière. Elle représente la journée « Portes ouvertes » que les travailleurs avaient maintenue malgré l'interdiction du préfet. Des ouvriers montrent à des visiteurs l'errave en construction d'un transporteur d'acide. pousser Prouvost à convertir Rennes

Beullac, t'es foutu, toute l'école est dans la rue

Le 19 octobre s'est déroulée, dans les rues de Rennes, une imposante manifestation de 5 000 personnes. Tous les syndicats enseignants y appelaient (en particulier le SNES et le SGEN), ainsi que le syndicat CGT du personnel. Quelques parents d'élèves avaient envoyé une délégation.

Les lycéens et les collégiens - dont la manifestation avait commencé une heure plus tôt par un rassemblement place de la mairie - se sont joints au cortège.

Des assemblées générales appelées par la coordination des lycées et LEP se sont tenues le matin dans plusieurs endroits. Cette manifestation a bien montré que la combativité croit dans l'enseignement, particulièrement parmi la jeunesse. « Le 19 n'est qu'un début, le combat «

Bureau de presse de Rennes des profits énormes d'une

Samedi 21 et dimanche 22 octobre 1978

HUMANITE ROUGE

A Rennes, la loi anticasseurs contre des syndicalistes de l'hôpital

NCORE un procès contre des militants syndicaux. Au centre hospitalier régional de Ponchaillon, à Rennes, grève le mercredi 18 octobre pour protester contre l'inculpation de huit militants syndicaux CGT, CFDT, FO.

Le matin, manifestation dans l'hôpital lui-même. L'après-midi, 300 hospitaliers, auxquels sont venus se joindre des délégations d'autres entreprises, défilent en ville et font entendre leur colère devant le palais de justice. A cette occasion, nous avons demandé à un syndicaliste de nous parler de ce procès et de faire pour nous le point de la situation dans cet hôpital:

— Q: La justice vous attaque à propos de quoi exactement?
R: Au printemps dernier, il y a eu un mouvement de grève dans tous les hôpitaux. C'est ce qu'on a appelé la lutte pour les 13 heures. Il s'agit d'une prime qui équivaut à 13 heures supplémentaires mensuelles, que les hospi-tallers touchent à Paris, mais qui n'est pas versée en province. On se battait aussi pour l'augmentation des effectifs.

Le 11 avril, à la suite d'une entrevue totalement infructueuse avec le directeur, le personnel réuni en assemblée générale décide d'exiger une nouvelle discussion. Sur ce, les grévistes montent à la direction pour exiger d'être reçus. Le directeur « se séquestre » lui-même à double tour dans son bureau et appelle la police une heure après. (C'est la troisième fois qu'elle venait à l'hôpital en deux mois). Le lendemain, le directeur porte plainte contre huit militants syndicaux pour « violence et dégradation ». On avait déconnecté « un branchement téléphonique » qui d'ailleurs ne tenait que grâce à un sparadrap, on avait « délesté son réfrigérateur des canettes de bie-res qu'il contenait ». Des crimes sans nom !

Q: Et il vous intente un procès

pour ça ? R : Bien sûr, les fautes reprochées sont tout à fait dérisoires, les poursuites judiciares prennent toute leur signification quand on s'apercoit que ce sont huit militants syndicalistes connus qui sont poursuivis.

En fait ce procès est un prétexte pour s'attaquer au mouvement revendicatif et aux organisations syndicales du centre hospitalier régional. Cela va dans le sens de la circulaire Guillot qui demande aux directeurs d'hôpi-taux de réprimer par tous les moyens « en allant jusqu'à la révocation ». Il faut intimider par tous les moyens pour empêcher que ca bouge et au printemps dernier, ca bougeait à l'hôpital, car les revendications ne manquaient pas. Ça n'a pas changé

 — Q: Par exemple?
 R: Par exemple, l'insuffisance des effectifs qui s'accentue d'année en année dans les services. Une illustration: l'ouverture du nouveau bloc accueil-réanimation » est repoussée de mois en mois par manque de crédits et de personnel. Les locaux sont prêts, mais il n'y a pas de moyens pour les faire tourner.

Par exemple encore, le nombre croissant d'auxiliaires. On en a plusieurs centaines actuellement qui sont, taillables et corveables à mercil Les agenta qui partent en congé de mala-

of the property of the post of

die ou en conge annuel ne sont pas

- Q : Et outre ces problèmes d'effectifs ?

R : L'hôpital vient d'acquérir une nouvelle buanderie qui a été inaugurée en grande pompe et mise en valeur par une publicité tapageuse, car elle est, parait-il, la « plus moderne d'Euro-

Hélas! depuis six mois elle n'a pas réussi à fonctionner une semaine d'affilée. Elle tombe en panne en per-manence. Résultat : on manque de linge dans tous les services.

Et quand il arrive, il n'est qu'à moi-

Q : Le problème de l'hygiène a déjà été dénoncé publiquement. La section CGT du centre hospitalier régional a porté, il y a quelque temps le problème sur la place publique.

R : Oui. Une enquête a été faite et elle révèle notamment qu'il n'y a qu'un thermomètre pour deux ou trois malades, dans la plupart des services. Les agents n'ont qu'une blouse par semaine pour se changer. Voici encore une situation scandaleuse : du fait de la pénurie de vestiaire, deux ou trois agents de services différents sont obliges d'entasser leurs affaires dans le même casier, tenues de ville et de travail mélangées. Comme ça, au moins, on est sur que les microbes font le tour de l'hôpital. On pourrait croire que dans les hôpitaux d'apparence moderne on applique les règles élémentaires d'hygiene : on s'aperçoit en fait que c'est là qu'elles sont le moins respectées.

Q: Pour en revenir au proces, quel en est le résultat ?

R : Il faut d'abord rappeler que le procès est passé une première fois devant le tribunal, fin juin. A cette époque les syndicats se sont mobilisés de telle sorte que le directeur a été obligé de retirer sa plainte. Le proces a été repoussé en octobre, mais le dossier est quasiment vide.

Aujourd'hui, nous n'en connaissons pas le résultat, car le jugement a été mis en délibéré et sera rendu le 6 déespérons bien sûr cembre. Nous la relaxe pure et simple.

Bureau de presse Rennes

Les caravanes «Le Cardinal»-Nice

Occupation

Depuis lundi 15, les 204 travail-leurs de l'entreprise « Cardinal » qui fabrique des caravanes à Nice, dans le quartier de la Madeleine, occupent les deux usines et le parc des caravanes. Cette décision a été prise à l'unanimité en assemblée générale des la réception de la lettre de licenciement consécutive au bilan déposé le 13 octobre. L'entreprise ferme à la suite d'un trou de deux milliards de centimes : ce n'est pas la « conjoncture » qui est responsable car les caravanes se vendent bien et « Cardinal » est une marque qui jouit d'une certaine renommée. Ce ne sont pas non plus les salaires pratiqués dans l'entreprise quand on sait qu'un OS gagnait 2 100 F par mois, en comptant la prime de production. Les treize jours du salaire d'octobre seront payés aujourd'hui par l'Assedic. Afin de faire rentrer cette maigre paye dans les plus brefs délais, les travailleurs ont bloqué quatre caravanes que les syndics voulaient livrer. Ils ont eu satisfaction. C'est un aspect très important car de nombreux travailleurs de l'entreprise tirent le diable par la queue du fait des salaires de misère. Tout annonce un conflit long et dur : d'abord la détermination des travailleurs et l'existence d'une certaine tradition de lutte dont une étape marquante avait été la grève de trente quatre jours en mai et juin 1972, ensuite l'existence de l'unité d'action

Vernier, à Kone Westinghouse, à Texas-Instrument, de la fermeture de la SCOM, des montres Scott et de plusieurs autres entreprises. Correspondant HR

170 licenciements de plus sur la côte basque: la DEPEX ferme ses

La Dépex prit la place de l'ancienne Cotonnière basquaise, RN10 à Anglet, il y a de cela cinq ans. En 1975, la société fut reprise par le groupe britannique London Rubber, qui em-ploie huit mille personnes dans le

portes

Malgré l'importance de cette socié-té, cela ne l'empéchait pas de payer la plupart de ces travailleurs au SMIC, de se moquer des mesures de sécurité en envoyant un employé faire un travail seul, alors qu'il devait être assisté de deux de ses camara-des, vu le danger qu'il encourait.

Axée sur la fabrication d'articles de caoutchoue (bouillotes, palmes, bon-nets de bain etc.), elle employait à l'origine de sa création 272 employés ce qui la faisait figurer parmi les plus importantes de notre région. Notre région, on le sait, est plutôt pauvre en industries employant un tel nombre de personnes. Tableau (Cf plus bas)

Une grève se déclenche mais n'aboutit malheureusement à rien. La reprise du travail a lieu sans garantie véritable de l'emploi, reprise qui, rappelons le, a été effectuée grace à certains non-grévistes menés par des membres de la direction.

Ces 170 travailleurs sur les 252 que comptait l'usine en 1977 sont menacés ce mois-ci à leur tour par des licenciements. La Dépex vient en effet de déposer son bilan et un syndic est désigné par le tribunal de

Les travailleurs organisés dans la section syndicale CGT manifestent le 5 octobre à la sous-préfecture, le 10 octobre en occupant l'hôtel de ville de Bayonne, le 11 octobre à nouveau à la sous-préfecture afin de remettre à la sous-préfecture afin de remettre trois motions qu'ils n'ont pu déposer. Ils dénoncent la carence des pouvoirs publics, puisque le bilan a été déposé, sans qu'aucun reclassement des travailleurs dans d'autres entreprises n'ait effectue. Ils s'indignent que M. Mendiboure, maire d'Anglet, ne se soit même pas déplacé pour leur rendre visite et examiner la situation avec eux. Les ouvriers de l'usine ne veulent pas baisser les bras, et poursuivent la production afin de sauvegarder ce qui a pu l'être du carnet de commande. Ils distribuent des tracts, engagent la discussion avec le public en l'informant de la situation et de celle du travail dans notre région, décident enfin de lutter jusqu'au bout par tous les moyens : manifestations, tracts, galas de soutien etc.

Correspondant Biarritz

En 1977, tout commence:

Octobre 1977: diminution d'horaire : 32 heures Novembre 1977 diminution d'horaire : 20 heures Décembre 1977 : NE PRESENT 62 licenciements

A l'occasion de la parution de L'Humanité Rouge en tant qu'organe central du PCML

Abonnements spéciaux pendant une durée d'un mois

L'abonnement d'un mois : 15 F francs

Cette forme d'abonnement s'adresse aux nouveaux abonnements et non aux réabonnements

Paris

Hommage à Ezzedine Kalak et Adnan Hammad

> Le 21 octobre à 20 h Mutualité, 24, rue Saint-Victor (Métro Maubert-Mutualité) 75005 Paris

Organisé par l'AMPF, l'ASFA, le CNP et avec la participation de l'OLP, de la GUPS et du CMCP.

Lille



De 18 heures à minuit, vendredi 27 octobre, salle Saint-Sauveur, derrière la mairie de Lille, exposition, film, diaporama, stands, presse, buffet. A 21 heures, intervention centrale et débat.

ASEC (Association des stagiaires et édudiants des Comores ;

AGEG (Association générale des étudiants du Gabon)

PCML (Parti communiste marxiste-léniniste); PCRml (Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet Rédacteur en chef : Jean Quercy Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson -Front ouvrier: Gilles Carpentier - International: Annie Brunel L'Humanité rouge : pour toute correspondance :

BP: 61 75861 Paris cedex 18 CCP 30 226 72 D La Source Tel: 205 51 10

Directeur de publication : André Druesne Commission paritaire No 57 952. Distribution NMPP

octobre 1978 22 Samedi 21 et dimanche HUMANITÉ ROUGE

1000 km à travers le Kampuchea (8)

Et les droits de l'homme?

Quelques éléments pour comprendre

NE première question jaillit spontanément des livres de tous ceux à qui nous racontons notre voyage au Kampuchea «Et le génocide? Les massacres? Les droits de l'homme? ».

Tant de boue a été déversée sur le Kampuchea démocratique, un tel flot d'accusations horribles, qu'il est bien difficile, en effet, de ne pas se préoccuper de cette question.

A cela, nous pouvons apporter quelques éléments de réponse. De génocides, nous pouvons témoigner qu'il n'y en a point au Kampuchea.

CE QUE NOUS AVONS VU

Nous avons pu circuler librement partout ou nous sommes passés, sortir seuls dans les rues de Phnom Penh, appareil photo en main (en nous accueillant, nos camarades cambodgiens regrettaient même que nous n'ayons pas apporter de caméra). Au long de notre longue route en voiture, émaillée d'arrêts imprévu, nous avons pu bavarder à notre gré avec les paysans, les charpentiers qui construisaient une maison neuve, les menuisiers qui sciaient des planches au bord de la route. Le geste furtif de ce vieux menuisier torse nu que nous avons dérangé dans sa sieste et qui s'est empressé de remettre sa chemise n'est qu'un réflexe de dignité et de courtoisie que nous avons souvent rencontré en Chine.

Les gamins espiègles qui s'attroupaient un peu à distance pour nous observer ne tardaient pas à venir nous aborder et nous interroger. « Pourquoi ta peau n'est-elle pas de la même couleur que la mienne? » m'a demandé une petite fille, « De quel pays viens-tu? ». Aux heures les plus chaudes nous avons observé les groupes de paysannes bavardant à l'ombre des arbres

pendant la pause. A l'usine de transformation du latex, au fur et à mesure de notre visite, notre groupe grossissait d'ouvriers et d'ouvrières qui achevaient la visite avec nous et les sourires et applaudissements chaleureux saluant notre petit discours de remerciement n'avalent rien de télécommandé. Certes, les gens travaillent très dur, dans les conditions difficiles qu'expliquent la pénurie générale de l'économie et la tension qui règne à la frontière avec le Vietnam. Cela, joint à l'aspect encore inhabituel des visites d'étrangers, explique la gravité fréquente des visages qui nous accueillaient au début de notre visite. Mais ces mêmes visages étaient éclairés de sourires durant notre bref séjour parmi eux, quand nous disions notre émerveillement des succès remportés, notre volonté de les faire connaitre dans notre pays, l'amitié et la solidarité dont nous étions porteurs.

De génocide donc, il n'en est pas question. Pas plus de « paysans travaillant baïonnettes » dans le dos ou « labourant avec leurs mains », comme on l'a si souvent écrit. Au contraire, les bras manquent pour metre la terre en valeur et la défendre contre tout envahisseur. C'est pourquoi la natalité est encouragée, l'objectif était de passer rapidement des 8 millions d'habitants actuels à 20 millions.

Quant aux prétendus portedrapeaux des droits de l'homme au Kampuchea, force est de constater que chez eux l'injure (« gribouilles sanglants », « paysans aux fronts bas », « loups sortis de la forêt » pour ne citer que quelques extraits du demier ouvrage de Jean Lacouture), tient lieu d'argument. Le fait que certains qui crachent sur le Kampuchea aujourd'hui s'affirment respectueux de la révolution chinoise ne doit pas nous troubler non plus. Ceile-ci a à son actif 30 ans de succès qui forcent l'estime. Mais parmi ceuxlà même qui le reconnaissent aujourd'hui dans certains milieux, combien la soutenait à sa naissance et à ses premier

"Bandits rouges", "périls jaune", "fourmis bleues", "rideau de bambou" n'ont disparu que très récemment du vocabulaire d'une certaine presse évoquant la Chine.

Au Kampuchea, les conseils de direction des coopératives et des usines sont élus démocratiquement par la masse des travailleurs, on nous l'a dit, nous n'avons pas eu le temsp de le vérifier; la masse du peuple bénéficie désormais de ces droits fondamentaux de l'homme que sont le droit de manger à sa faim, le droit d'apprendre à lire, le droit de se soigner, que n'avait jamais pu lui assurer l'ancienne société. Cela nous en avons vu des signes de nos propres yeux.

UNE COOPERATIVE C'EST UNE GRANDE FAMILLE

La collectivisation forcée ?
Certes, la vie au Kampuchea est organisée d'une manière très collective. Les trois repas sont pris en commun dans la cantine de la coopérative ou de l'usine. On part aux rizières, la houe sur l'épaule, en groupes nombreux qui s'étirent au fil de

la route. Mais la famille n'est pas détruite comme en témoigne l'objectif de construire rapidement une maison par famille. Les traditions anciennes du pays étaient déjà très communautaires, le village tout entier se considérait comme une grande famille où l'on s'appelait « oncle » et « tante » et « neveu ». L'entraide dans les rizières faisait partie des traditions de mise en valeur des terres. Et les terribles épreuves de la guerre ont encore rapproché les hommes et les femmes de ces communautés villageoises. Les maisons épargnées s'ouvraient aux sinistrés, les orphelins retrouvaient une famille chez les voisins. Ensemble, on se réunissait pour discuter de la situation, des tâches de la lutte.

DES REGLEMENTS DE COMPTE NÉCESSAIRES

Bon, dira-t-on, peut-être, va pour le génocide! Mais les massacres à la Libération, il y en a quand même bien eu? A cela, nous devons d'abord répondre honnêtement: nous n'y étions pas, nous ne pouvons en témoigner. Mais il est quand même possible d'apporter certains éléments de compréhension.

Qu'il y ait eu une certaine répression à la libération du pays, c'est là une chose inévitable et nécessaire. Le peuple cambodgien a été exploité, opprimé, réprimé, des dizaines d'années par le colonialisme français et des despotes locaux. Devant les interminables allées d'hévéas qui couvrent plusieurs milliers d'hectares, on nous a rappelé qu'un dicton circulait parmi les ouvriers des plantations selon lequel « chaque arbre est planté sur le corps d'un ouvrier cambodgien ».

Puis, la guerre d'agression américaine, soutenue par les fantoches de Lon Nol, a été un long calvaire pour le peuple : 5 000 tonnes de bombes par jour ont été déversées sur le pays en six mois. 800 000 morts, 200 000 invalides de guerre. Pour beaucoup, la prison, la torture ou la mort. Qu'on se souvienne de ces photos où des officiers de Lon Nol exhibaient fièrement les tétes coupées et martyrisées des patriotes assassinés, fouillaient les cadavres pour en arracher le foie. Qu'on se souvienne de ces gamins d'une douzaine d'années, au regard tragique, enrôlés de force dans l'armée fantoche pour servir de chair à canon. Oui, à la Libération, le peuple cambodgien avait des comptes à régier. Tout comme à la libération de notre pays, le peuple français a réglé ses comptes avec les

occupants nazis et leurs collaborateurs.

LA LIGNE DU PARTI COMMUNISTE DU KAMPUCHEA

Une répression nécessaire, mais n'a-t-elle pas été au-delà de ce qui était indispensable, n'a-telle pas frappé des innocents ou des gens simplement trompés ? Sincerement nous ne pouvons répondre. Mais nous pouvons affirmer que la ligne actuelle du Parti communiste du Kampuchea est de régler correctement les contradictions au sein du peuple. Nous avions exposé très franchement aux dirigeants qui nous recevaient le trouble que la campagne de calomnies contre leur pays seme dans l'esprit de bien des gens de chez nous. A cela, le camarade Pol Pot, secré-taire du PCK, nous a répondu notamment : « Nous sommes parfaitement au courant de cela. Mais pour résoudre avec succès le problème des vivres, pour défendre avec succès notre pays, nous avons besoin des forces de tout le peuple. Sans cela, nous n'aurions pu résoudre le problèmes des vivres et défendre notre pays car les attaques déjà lancées contre nous ont été

très puissantes et nous nous sommes défendus par nous-mêmes, en toute indépendance et souveraineté. Rien que l'examen de cette situation répond à cette question. S'il y avait réellement eu des massacres, le peuple soutiendrait-il cette politique ? Vous avez pu voir par vous-mêmes, en visitant nos provinces, s'il y a însécurité ou non. Notre politique est de mobiliser toutes les forces nationales qui, dans notre histoire, par le passé, étaient divisées. Nous en avons besoin pour édifier le pays. Si le peuple ne participait pas à la révolution, celle-ci échouerait certainement. Nous le savons parfaitement nous-mêmes, inutile que nos ennemis ou les forces réactionnaires nous le pré-

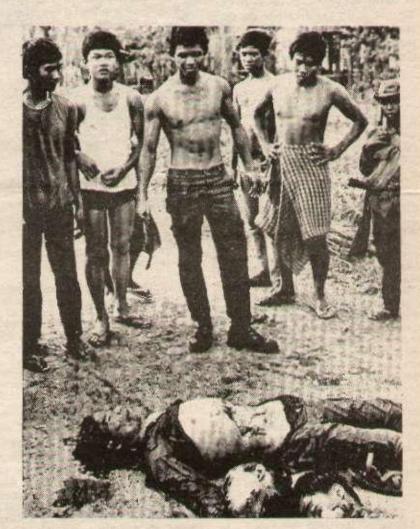
Notre ligne est déterminée de la façon suivante : pour obtenir la victoire il faut deux conditions

 1) Un parti communiste pour diriger la révolution /

 Que le peuple y participe en tant que facteur fondamental de la victoire.

Selon cette ligne, si le peuple ne participe pas, il est impossible d'obtenir la victoire. Tel est le fondement de notre politique ».

Annie BRUNEL



Quand Lon Nol était au pouvoir. Des actes que le peuple kampuchean n'a pas oubliés.

